

## ***Un coup d'État militaire au Honduras !***

Le 28 juin 2009, un coup d'État militaire au Honduras a retiré le pouvoir des mains du président démocratiquement élu Manuel « Mel » Zelaya. Celui-ci a été expulsé du pays pendant que le gouvernement militaire de Roberto Micheletti, président de la Chambre des représentants et « président provisoire », prenait le pouvoir.

La constitution du Honduras permet au président d'accomplir un seul mandat de quatre ans au pouvoir. Le président déchu, Manuel « Mel » Zelaya, cherchait à tenir un sondage public non exécutoire afin de demander aux Honduriens s'ils accepteraient l'ajout d'une question référendaire dans les élections présidentielles prévues en novembre 2009. Cette question aurait trait à l'apport d'un changement à la constitution afin de permettre à un président d'accomplir plus d'un mandat de quatre ans à la tête du pays.

Ses opposants, incluant l'armée, ont interprété ce geste comme une tentative d'imiter le président Chavez, au Venezuela, afin de demeurer au pouvoir pendant une période de temps prolongée. Ils prétendaient que seule la Cour suprême avait l'autorité de tenir un tel référendum. La Cour suprême et le Congrès se sont opposés au référendum. Quand l'armée a exprimé sa désapprobation envers le referendum proposé par Zelaya, ce dernier a destitué le général en chef. Ce fut probablement un des principaux facteurs ayant motivé ce coup d'État. La Cour suprême du pays a déclaré que l'armée avait agi conformément à ses directives selon lesquelles ce référendum ne devait pas avoir lieu.

Les médias nord-américains ont identifié Zelaya comme étant « gauchiste » bien que lorsqu'il a été élu président, il était considéré comme un candidat de centre-droite. Ces deux positions diamétralement opposées mettent en lumière la colère latente et les profondes divisions évidentes qui existent au Honduras, où les gens appuyant Zelaya sont généralement pauvres tandis que ses opposants appartiennent, règle générale, aux classes moyenne et supérieure. Le gouvernement de facto et ses partisans affirment que les mesures populistes de Zelaya avaient pour but d'obtenir un soutien qui lui permettrait de manipuler la constitution et de demeurer au pouvoir.

Le gouvernement intérimaire mis sur pied au Honduras a imposé des restrictions sur la couverture médiatique de la situation qui prévaut, mais des fuites ont révélé l'usage de la force par les autorités policières contre les manifestants dénonçant le coup d'État. Les syndicats du secteur public du pays ont réclamé une grève générale, appuyés par plusieurs mouvements populaires, incluant un réseau d'organisations féminines.

Il y a un écart de classe entre les gens les plus impatients de se débarrasser de Zelaya (incluant l'armée et les dirigeants du milieu des affaires) et ceux qui sont opposés à l'intervention de l'armée.

Le Honduras est l'un des pays les plus pauvres et les plus inéquitables en Amérique latine. Un rapport sur la pauvreté et l'exclusion sociale en Amérique latine produit par les Nations Unies en 2008 a révélé que 7 Honduriens sur 10 vivaient dans la pauvreté, et que le taux de pauvreté au Honduras était le plus élevé parmi les 18 pays sondés.

Pour un grand nombre de Honduriens vivant dans la pauvreté, le président Manuel « Mel » Zelaya était un allié novateur qui avait éliminé les frais de scolarité, haussé de façon substantielle le salaire minimum et confronté les « grandes entreprises ». « Il nous avait rencontrés - les conducteurs de taxi pouvaient aller le voir pour discuter avec lui, tout comme les pauvres agriculteurs et les groupes de femmes », mentionne Berta Cáceres, une activiste de 38 ans défendant les droits des autochtones qui organise des rassemblements pro-Zelaya depuis le coup d'État survenu le mois dernier.

L'Organisation des États américains a indiqué qu'elle poursuivrait ses pressions sur les auteurs du coup d'État qui a destitué le président hondurien Manuel Zelaya le mois dernier, tout en appuyant le dialogue en vue de mettre fin à la crise. Le secrétaire général Jose Miguel Insulza a annoncé que l'OAS continuerait à appliquer de « ortes sanctions » contre le gouvernement intérimaire dirigé par Roberto Micheletti, et à soutenir les efforts de médiation déployés par le président costaricain Oscar Arias.

Le Groupe d'orientation politique pour les Amériques du Conseil canadien pour la coopération internationale, dont font partie YMCA Canada et Les YMCA du Québec, a fait parvenir une lettre au Premier Ministre Harper le 22 juillet 2009, dont voici quelques extraits :

*« Nous pressons le gouvernement canadien d'entreprendre des mesures immédiates et d'utiliser tout les pouvoirs à sa disposition afin d'assurer la restauration de l'ordre démocratique ainsi que le respect des droits de la personne et des lois au Honduras. Spécifiquement, le Canada doit envoyer un message beaucoup plus clair, étayé de gestes concrets, afin de mettre en lumière son engagement envers le retour du président élu Manuel Zelaya afin qu'il puisse accomplir son mandat jusqu'en janvier 2010.... »*

*La crise actuelle qui sévit au Honduras représente un défi de taille pour le gouvernement canadien en ce qui touche la confirmation de son engagement envers les valeurs qui sous-tendent le réengagement du Canada dans les Amériques. Le soutien du Canada à la résolution de*

*l'OAS soumise le 4 juillet 2009 - qui a entraîné la suspension du Honduras de l'OAS - a constitué une importante première étape.*

*Nous pressons le Canada de suivre l'exemple du gouvernement américain, de l'Union européenne, de la Banque mondiale, de la Banque interaméricaine de développement et de la Banque centraméricaine d'intégration économique, qui ont entre autres, suspendu les programmes, les transferts, l'aide budgétaire et les nouveaux prêts au Honduras. Nous lui demandons également :*

*~ d'appliquer immédiatement un embargo obligatoire sur tous les fonds et les transferts au Programme d'aide à l'instruction militaire, et de suspendre tous les autres fonds promis aux forces policières, militaires ou de sécurité du Honduras.*

*Compte tenu de la culture d'impunité envahissante qui a permis qu'un tel coup d'État se produise, nous pressons le Canada :*

*~de demander au gouvernement de facto de cesser toutes les violations des droits de la personne et de restaurer la protection de ces mêmes droits à tous les Honduriens. En particulier, le Canada devrait exiger que les autorités honduriennes libèrent immédiatement tout représentant du gouvernement ou activiste politique qui pourrait être présentement détenu, et s'abstiennent de faire d'autres détentions arbitraires, et qu'elles garantissent le droit à la liberté d'expression de sorte que les partisans du président élu démocratiquement et les journalistes puissent être en mesure de mener leurs activités légitimes sans crainte de représailles;*

*~ d'appuyer l'application du droit international et de la justice nationale contre les auteurs du coup d'État, et de demander réparation pour les actions illégales et les violations de droits commises;*

*~ d'intervenir sur-le-champ de façon à dissuader ou circonvenir les dirigeants du milieu des affaires ou les investisseurs canadiens qui pourraient soutenir le coup d'État et entraver les efforts de l'OAE en vue d'accroître les pressions exercées sur le régime.»*

Un rassemblement pro-Zelaya a eu de tragiques conséquences qui ont attristé les YMCA du monde entier. Isy Obed Murillo Mencias est décédé le 5 juillet à la suite de blessures subies lors d'une manifestation pacifique tenue près de l'aéroport de Tocontin, à Tegucigalpa. Isy était un participant du programme de coopération internationale du YMCA hondurien « Entra 21 », qui vient en aide aux jeunes au moyen de médias numériques.

Sa sœur, Rebeca Murillo, âgée de 22 ans, a déclaré que ses frères et elle entrevoient le début d'une ère nouvelle avec Zelaya - et que c'est la raison pour laquelle Isy, ses deux frères et elle ont pris part au rassemblement organisé près de l'aéroport. Une fusillade a alors éclaté et la première chose qu'elle dit avoir aperçu, c'est le corps sans vie d'Isy. Dans une lettre de condoléances envoyée au secrétaire général national du YMCA hondurien, le secrétaire général de l'Alliance mondiale des YMCA, le Dr Bart Shaha, mentionnait : « *Au nom de l'Alliance mondiale des YMCA, j'aimerais offrir mes plus sincères condoléances aux parents, amis et collègues d'Isis Obed. Nous aussi, nous sommes outrés par les assassinats insensés de civils innocents comme Isis, et nous prions avec vous pour que soient restaurées la paix et de la justice. Nos pensées et nos prières vous accompagnent.* »

Nous, des YMCA du Québec, tenons à ajouter nos pensées et nos prières à celles de nos amis et collègues du YMCA du Honduras - et de tous les habitants du Honduras - en cette période de crise.

## **L'ACJ du Honduras en transition**

Alors que les regards du monde sont tournés vers le Honduras et la situation tendue qui y prévaut depuis la destitution du président Zelaya suite à un coup d'État, de grands changements sont aussi survenus dans le " monde " du YMCA du Honduras.

La dernière année a vu naître des possibilités intéressantes pour le YMCA au Honduras dans sa quête d'autonomie financière, notamment la construction d'une annexe à son siège social, situé à Tegucigalpa, en vue d'y aménager un centre de conditionnement physique, l'obtention des fonds nécessaires à la construction d'un nouveau centre de programmes à Taulabé, l'approbation du projet soumis par Cyclo Nord-Sud, de même que la confirmation d'un nouveau contrat de 5 ans avec les YMCA du Québec et de l'Est du Canada et l'Agence canadienne de développement international.

Toutefois, la dernière année a aussi apporté des problèmes croissants relativement à la relation entre le Conseil d'administration et le secrétaire général de l'ACJ. En conséquence, le secrétaire général Marco Antonio Perez a remis sa démission au Conseil d'administration, entrant en vigueur le 15 juillet 2009.

L'Alliance des YMCA d'Amérique latine et des Caraïbes travaille en étroite collaboration avec le Conseil d'administration afin d'aider à la gestion et la gouvernance de l'ACJ durant cette période de transition, et d'assister le Conseil d'administration dans le processus de recrutement et de sélection d'un nouveau secrétaire général.

Nos pensées sont avec les employés, les bénévoles et les jeunes participants de l'ACJ quant à la situation tendue qui prévaut au sein de leur pays et les défis auxquels le YMCA fait maintenant face.



**Marco Antonio Perez**

